

Brochure n° 3081

Conventions collectives nationales

INDUSTRIES DE CARRIÈRES ET DE MATÉRIAUX

IDCC : 87. – **Ouvriers**

IDCC : 135. – **Employés, techniciens et agents de maîtrise**

IDCC : 211. – **Cadres**

AVENANT « SALAIRES » N° 36 DU 15 NOVEMBRE 2007

APPLICABLE AU 1^{ER} JANVIER 2008

NOR : *ASET0850056M*

IDCC : 135

Entre :

L'UNICEM,

D'une part, et

La fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFTD ;

La fédération générale matériaux, céramique, thermique FO,

D'autre part,

dans le cadre de la convention collective nationale relative aux conditions de travail des ETAM des industries de carrières et matériaux de construction du 12 juillet 1955, et en application de l'annexe nationale de salaire du 25 juin 1957 et de l'accord national portant sur les salaires minimaux des ETAM du 23 janvier 1992, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Salaires minimaux garantis

Les salaires minimaux mensuels garantis des ETAM correspondant à un horaire de 35 heures par semaine (151,67 heures par mois) ou de 35 heures en moyenne sur l'année ne peuvent être inférieurs aux montants ci-après.

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMAL
I	130	1 281
	140	1 288
	150	1 295
II	160	1 305
	170	1 325
	185	1 345
	200	1 410
III	220	1 500
	240	1 595
	260	1 700
	280	1 800
IV	300	1 905
	320	2 020
	340	2 140

Article 2

Les salaires minimaux garantis déterminés à l'article 1^{er} comprennent l'indemnité différentielle de réduction du temps de travail éventuellement versée par l'entreprise.

Ils englobent en outre les avantages en nature, les primes et autres avantages à caractère permanent, à l'exclusion des indemnités pour remboursement de frais, des primes d'ancienneté et d'assiduité, les libéralités à caractère aléatoire et des véritables primes de productivité telles qu'elles sont définies par les décrets des 20 mai et 17 septembre 1955 ou qui répondent à la définition de ces primes donnée par ces textes.

Article 3

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises au regard de l'article 1^{er} du présent accord est de relever, s'il y a lieu, les salaires qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux mensuels garantis fixés à l'article 1^{er}.

Article 4

Le présent accord entre en vigueur au 1^{er} janvier 2008.

Les parties signataires conviennent de se réunir en septembre 2008 pour réexaminer les salaires minimaux définis au présent accord.

Article 5

Le champ d'application du présent avenant est identique à celui de la convention collective du 12 juillet 1955.

Article 6

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du conseil des prud'hommes.

Article 7

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de l'organisme compétent. Elle devra également aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

Fait à Paris, le 15 novembre 2007.

(Suivent les signatures.)